

L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Lundi 28 Février 1791.

Maximes anti-constitutionnelles, impudemment affichées par les noirs et les ministériels au sujet des devoirs de la famille royale. — Sortise et lâcheté des représentans du peuple. Vrai point de vue sous lequel ils auroient dû envisager la question. — Principes seuls admissibles d'après lesquels ils doivent la décider.

Je vous l'ai prédit, citoyens, que le décret sur les émigrans et sur le devoir de résidence de la famille royale seroit remis sur l'enclume : l'assemblée traîtresse vouloir menager au roi, à son fils et à sa femme, à ses parens le loisir de fuir, avant d'avoir rien statué sur cet article. Trait de perfidie qui l'a déshonorée tant de fois.

Toute la séance du 25 a été consumée à la discussion du projet de décret sur le devoir de résidence de la famille royale : et dans cette séance tumultueuse on a vu avec douleur les représentans du peuple, oubliant les principes de la constitution faire entendre le langage indigne des endormeurs de la cour. Tandis que Péthion, oubliant le salut de

la patrie, réclamoit en faveur des membres de la famille royale une entière indépendance de la nation, dont elle tient un sort si brillant, et qu'il ne les soumettoit en tems de crise qu'à la perte de leurs droits de citoyens comme tout autre émigrant. D'effrontés ennemis de la patrie, s'élevant avec fureur contre ce projet, qu'ils taxoient d'attention à l'inviolabilité du prince, réclamoient à grands cris, qu'on ne mit aucune entrave à sa liberté; cependant d'autres moins emportés représentoient, pour gagner du tems, que le projet de décret n'ayant été distribué que depuis quelques jours, il étoit essentiel de donner le loisir de réfléchir mûrement sur une question de cette importance. D'autres plus fins encore insinuant que la loi sur la résidence devoit être combinée avec celles sur les minorités, les régences, les émigrations, en demandoient l'ajournement jusqu'à ce qu'un projet général eût été rédigé.

Quand on compare ces lenteurs dans un moment de crise pour retarder une loi instante d'où dépend le salut public, à la précipitation criminelle du décret barbare contre la garnison de Nanci; qui pouvoit allumer la guerre civile: quand on compare ces instances des peres conscrits, de ne rien statuer sur cet objet particulier que le plan général ne fut connu, à la légèreté ou plutôt à l'empressement avec lequel ils ont fait décréter que la force publique seroit essentiellement obéissante, c'est-à-dire parfaitement aveugle, qu'au roi seul appartient le pouvoir exécutif suprême. Que de lui seul dépend l'initiative du droit de guerre; quand on se rappelle leur impatience à consacrer cent autres principes désastreux; on croit voir des fripons écarter par des scrupules leurs engagemens, ou des escrocs saisir l'occasion favorable d'enlacer leurs dupes. O peres conscrits! vous pouvez en imposer au crédule vulgaire; mais vous n'êtes aux yeux de l'observateur judicieux qu'une horde de jongleurs vendus au monarque; la nation instruite par ses malheurs, ne prononcera plus vos noms qu'avec mépris, et ils ne passeront à la postérité que couverts d'opprobre.

Le décret n'est point encore porté: tachons de rectifier les fausses opinions des causeurs qui se sont fait entendre, et fixons les principes d'après lesquels il devoit être conçu.

Je ne m'attacherai pas à réfuter ici les maximes serviles de la Galissoniere , de Cazalès , de Maury , de Duval , ces bas valets de la cour , ces lâches suppôts du despotisme. Suivant eux , fixer les devoirs du monarque , c'est attenter à son inviolabilité : ce qui signifie qu'en vertu de cette inviolabilité il doit être despotique. Mais si l'assemblée l'a déclaré inviolable , ce n'est que par un reste de préjugé pour le phantôme monarchique ; et son fameux décret ne veut dire autre chose , sinon que lorsque le roi aura mérité d'être pendu , on ne doit pendre que ses ministres , parce qu'il doit être puni dans la personne de ses agens. Soit : mais à cela près , il est soumis à tous les devoirs que lui impose la place honorable que la nation a bien voulu lui conserver , et déclarer héréditaire dans sa famille : concession libre et volontaire qu'elle peut annuler quand il lui plaît , et dont il doit mériter la continuation par la fidélité avec laquelle il s'acquittera des obligations imposées à la couronne.

Le législateur ne peut faire aucune loi particulière à tel ou tel individu : à cet égard le roi et sa famille sont soumis aux loix générales du royaume , comme tous leurs concitoyens. Mais le législateur peut faire des loix particulières pour telles et telles classes de citoyens , comme les agriculteurs , les marchands , les savans , les artistes , les inventeurs , les ouvriers , les magistrats , les hommes de loi , les administrateurs des deniers publics , &c. Dans ce cas , le roi et les membres de sa famille sont dans le cas des fonctionnaires publics , tous tenus à résidence.

Dans les temps de paix , où la liberté bien établie au dedans n'a rien à craindre du dehors , peut-être pourroit-on quelquefois se relâcher de la règle en faveur des membres de la famille royale qui n'ont aucune place. En leur accordant sur leur demande la permission de voyager hors du royaume pour leur santé , leur instruction ou leur amusement.

Et qu'on ne dise pas que c'est là les astreindre au plus affligeant esclavage : tandis que la douce liberté est accordée à tous les membres de l'empire , qui ne voit que cette indépendance n'est établie que pour les citoyens qui ne reçoivent aucun bienfait direct

de l'état, pour les citoyens qui se suffisent à eux-mêmes. Or n'est-ce pas le moins que puissent faire des citoyens privilégiés que de demander la permission d'aller manger dans l'étranger l'or qu'on leur prodigue.

Dans les temps d'orage et de crise, c'est autre chose. Les membres de la famille royale, comme tout autre citoyen qui jouit des bienfaits de l'état doivent être tenu à résidence, sous peine d'être privés, non des droits de citoyens, dont ils se soucient fort peu, mais de tous les bienfaits de la nation.

Tel sont les vrais points de vue sous lesquels les représentans du peuple ont envisagé la question : mais dans les conjonctures actuelles, c'étoit battre la campagne, et tourner en lâches autour de la vérité, sans oser la fixer. Il s'agit de savoir ce que doit faire une nation rentrée dans ses droits lorsque ses anciens maîtres, auxquels elle a daigné conserver la couronne, deviennent ses plus mortels ennemis ; lorsque le chef à la tête des conspirateurs qui machinent sans cesse pour la remettre aux fers ; lorsque sa femme, sœur d'un tyran qui est en armes, sur les frontières de l'état, ne soupire qu'à près le moment de se baigner dans le sang des François ; lorsque son frere et ses cousins sont à la tête d'une légion de fugitifs conjurés contre leur patrie, et d'une armée de bandits qu'ils ont enrôlés pour venir fondre sur le royaume, et massacrer les amis de la liberté ; lorsque ses rantes ont pris la fuite, laissant d'énormes dettes et emportant des sommes immenses (1) ; lorsque ses atroces ministres rédui-

(1) Depuis cela, on peut apprécier la turlupinade de Menou, qui s'est écrié : » l'Europe sera étonnée d'apprendre que l'assemblée nationale de France a passé quatre heures à discuter sur le départ de deux dames qui aiment mieux entendre la messe à Rome qu'à Paris ».

Le soulèvement de Paris à la nouvelle du départ de ces béguignes, leur arrestation par la commune dans deux villes du royaume, et plus que tout cela, les précautions prises par le Sr. de Leffart, ministre de l'intérieur, et le Sr. Motté, pour lever tous les obstacles à leur fuite, ne prouve que trop combien cette évasion étoit contraire au vœu du peu-

sent le peuple à la misère pour faire passer aux conspirateurs transfuges des monceaux d'or, après leur avoir fait passer des trains d'artillerie (1); lorsque les ex-nobles, les prélats, les robins, les officiers des troupes de ligne, et autres supports du despotisme qui mènent le sénat, affichent la révolte contre la déclaration des droits, protestent hautement contre la révolution, font échapper tous les criminels d'état, et ne cessent de machiner contre la nation; lorsqu'un courtisan perfide, mis bêtement à la tête de l'armée citoyenne a corrompu un nombre prodigieux de soldats de la patrie, pour en faire ses satellites, lorsqu'il a rassemblé des nuées d'espions, de coupe-jarrets et de brigands, pour noter et massacrer tous les amis de la révolution, lorsqu'il épuise le trésor national à se faire des souteneurs pour rétablir le despotisme; lorsque le maire et les municipaux font toujours fabriquer des milliers de poignards pour armer des brigands, lorsque des armées ennemies n'attendent plus que la fuite de la famille royale pour porter le fer et le feu dans les provinces, tandis que les légions d'assassins rassemblés dans la capitale, égorgeront les amis de la liberté.

Voilà le véritable état de la question. La traiter comme a fait Péthion, en la considérant du côté des droits de l'homme, et de la liberté dont la famille royale doit jouir comme tous les citoyens, est *imbécillité*: la considérer du côté de la privation des droits de citoyens, dont devroient être punis les membres de cette famille, comme les autres émigrans, est *ineptie*. Demander comme l'a fait Barnave, un décret provisoire pour que les membres de la dynastie soient tenus à résider dans le royaume, à peine de déchéance au trône, est *lâcheté*.

Non, non, il ne s'agit ici ni des droits du citoyen, ni du respect pour la liberté individuelle, moins encore des égards que l'on pourroit avoir dans des tems de calme pour ces individus appelés exclusivement au

ple, que le Sr. Renaud d'Angély mettoit perfidement en question dans la séance du 25.

(1) Les trains d'artillerie envoyés à Monaco, étoient destinés aux fugitifs contre-révolutionnaires; très certainement.

trône. Il s'agit de prévenir la guerre civile qui seroit allumée dès l'instant que la famille royale ne seroit plus dans nos murs; il s'agit d'empêcher que la France ne soit arrosée du sang de ses habitans; il s'agit d'empêcher le massacre de quinze millions de François, amis de la liberté; il s'agit d'empêcher la chute de l'empire et la destruction de l'état. *Il s'agit du salut du peuple.* Devant cette loi suprême toutes les autres doivent se taire, et pour sauver la patrie, tous les moyens sont bons; tous les moyens sont justes; tous les moyens sont méritoires. Nous ne voulons encore que ceux que prescrit l'amour de la paix, l'horreur de répandre le sang: le soin de notre propre conservation; et nous nous flatons que, dans l'affreuse situation où nos implacables ennemis nous ont réduits, ils ne nous forceront pas de les traiter en brigands, et de nous en défaire, à quelque prix que ce soit. Ils nous font la guerre, nous devons les traiter en ennemis publics. Or, les moindres précautions qu'ordonne la prudence, est de s'assurer de tout conspirateur, de tout traître, de tout conjuré, de tout complice: et le traitement le plus doux est de les garder à vue, pour que leurs têtes nous répondent des événemens.

S'ils prennent la fuite, la moindre punition que nous puissions leur infliger, c'est de les déclarer déchu de leur état et de leurs droits, de saisir leurs biens, et de mettre leur tête (1) à prix, s'ils ne rentrent pas dans l'état, dans un délai fixé.

Ainsi le décret qu'exige le salut public, et que la nation attend de ses représentans doit porter » que
 » le roi, son fils, sa femme, son frere, sa sœur
 » et le reste de la famille, ne pourront point quitter la capitale, que la liberté ne soit solidement
 » établie; qu'ils resteront sous la protection de la
 » garde Parisienne, que le commandant-général, et
 » l'état major, de même que tout officier de garde
 » répondront sur leur tête de chaque membre de la
 » famille royale; que tout citoyen qui favorisera l'é-

(1) C'est ce que les Anglois appellent *outlan*, hors de la protection des loix, sous l'interdit. Un homme sous l'interdit, est réputé un monstre que tout citoyen est autorisé à détruire.

» vasion d'un seul membre de la famille , seroit puni
» comme conspirateur ».

» Que les capet dit d'Artois , de Condé et de
» Bourbon seront sommés de rentrer dans le royaume
» sous quinze jours après ce décret , sous peine
» d'être déclarés déchus de toute prétention au trône,
» de voir leurs biens saisis au profit de leurs créan-
» ciers et de leurs héritiers , d'être déclarés traîtres
» à la patrie , et d'avoir leurs têtes à prix ».

» Que tout fugitif propriétaire foncier qui ne
» rentrera pas en France , dans le délai de six se-
» maines après le décret , sera déclaré déchu de ses
» droits de citoyen et dépouillé de ses biens , au
» profit de ses créanciers et de ses héritiers ».

» Que les tantes du roi seront sommées de ren-
» trer dans le royaume , sous les mêmes peines ».

Tel est le seul décret , qui peut seul prévenir la guerre civile , ramener la paix , et cimenter la liberté. Si les représentans du peuple retenus par de vaines considérations , ou de funestes suggestions , négligeoient de faire décréter la résidence de la famille royale et le rapel de tous les fugitifs ; qu'ils songent qu'ils se rendroient coupables de tous les malheurs prêts à fondre sur la patrie , de tous les désastres qu'entraîneroit infailliblement la fuite du roi , du dauphin et de sa mere : qu'ils songent qu'ils se seroient rendus par crainte ou pour del'or les bourreaux de tous les citoyens immolés à la soif du pouvoir par les satellites du despote. Et qu'ils ne se flattent pas d'échapper eux-mêmes , si la cause de la liberté n'est pas triomphante : ils seront égorgés comme ses plus zélés défenseurs : les tyrans ne pardonnent jamais , et pour être coupables à leur yeux , il suffit d'avoir voulu toucher à leur autorité.

C'est aujourd'hui que doit être rendu le fameux décret d'où dépend la félicité ou le désastre de la France : décret d'autant plus urgent que le général contre-révolutionnaire a engagé sa parole à l'Autrichienne , qui étoit sûr de la garde , et qu'il la feroit marcher pour effectuer l'évasion de toute la famille royale. L'Ami du peuple invite tous les citoyens à se porter en foule à l'assemblée nationale , et à ne pas souffrir que les tribunes soient accaparées par les espions ou les créatures des ennemis de la révolution ; à ne pas souffrir qu'aucun spectateur y

entre par billets. On dit qu'elles doivent être occupées par les seuls invalides dont on règle aujourd'hui le sort. J'aime à croire ces braves vétérans, trop patriotes pour consentir à remplir seuls les tribunes : ils auroient l'air de s'être vendus ; et puis ils sont trop sages pour exposer les autres citoyens à ne pas souffrir qu'on leur enlève leurs droits de la sorte. Au demeurant je conjure tous les spectateurs à soutenir par des signes non équivoques d'approbation ou d'improbation, la cause de la patrie, qui est celle de tous les bons citoyens. Les députés du clergé et de la noblesse réclameront peut-être à grands cris contre le public ; que le public leur apprenne qu'ils n'ont pas le même droit de sieger dans le sénat. Si quelques députés du peuple osoient se joindre à eux, et prétendre qu'il doit s'en rapporter aux mandataires qu'il a jugés dignes de sa confiance, qu'il leur réponde que quand des mandataires infideles employent à perdre le peuple, les pouvoirs qu'il leur a confiés pour assurer sa liberté et son bonheur, c'est à lui à les reprendre, et à lui seul de veiller à ses intérêts. Je n'entends jamais les délégués infideles du peuple réclamer les pouvoirs qu'il leur a remis, qu'il ne me semble voir un frippon d'intendant pris sur le fait, rompre en visière à son maître, de quoi vous mêlez-vous ? Ne m'avez-vous pas donné votre confiance ? J'entends que vous ne jetterez pas les yeux sur vos affaires que je ne vous aie ruiné sans ressource. — Misérable ! est-il toujours en droit de lui répondre ; si je t'ai donné ma confiance, c'étoit pour me servir et non pour me ruiner : rends moi tes comptes et sort de ma présence, en attendant que je te fasse punir. Lorsque j'ai proposé la loi de la responsabilité des mandataires à leurs commettans, les députés du peuple ont fait le diable pour qu'elle ne passât point ; les coquins qui vouloient le vendre, n'avoient garde de se lier.

MARAT, l'Ami du peuple.

De l'Imprimerie de MARAT.